

QUELLES RÉPONSES À LA MARCHANDISATION DU « SOCIAL » ?

Comprendre, partager, se repositionner, agir ensemble

- VENDREDI 13 JANVIER 2017 -

Atelier N°9

Pour une conception citoyenne de l'action sociale – *resocialiser le social*

Intervenants : Michel Chauvière [sociologue membre du CERSA Centre d'Etude et de Recherche de Sciences Administratives et Politiques] et Sylvère Cala [collectif Avenir Educus']

Intervention de Sylvère : Bonjour, je m'appelle SC, je suis éducateur spécialisé, en CHRS, et je fais partie du collectif Avenir Educ depuis presque le début, c'est-à-dire 3 ans. Nous nous battons pour les métiers du social qui vont être ratiboisés par la refonte des diplômes.

Mais plus généralement, il s'agit de défendre les métiers en mettant en avant ce qu'ils apportent, en prenant conscience et en faisant prendre conscience de leur importance pour la société.

Cette après-midi est consacrée à l'élaboration de solutions pour ne plus assister fascinés à la destruction de ce à quoi l'on croit et prendre un rôle enfin actif. En tant que militant et travailleur social je suis confronté à l'ampleur parfois relative de la mobilisation, qui n'est pas aussi massive que l'agression dont nous faisons l'objet. **Je voudrais ouvrir avec vous une piste de réflexion sur les représentations qui nous empêchent peut-être de nous mobiliser.**

Il y a une première représentation qui joue inconsciemment je crois, c'est l'idée qu'une société qui irait enfin bien, qui fonctionnerait comme il se doit, n'aurait plus besoin de social. Les circuits économiques seraient vertueux, les personnes ne seraient plus maltraitées par le travail ou son absence, donc l'exclusion et la maltraitance des enfants auront disparus et ne restera plus qu'à des intervenants expert en technique de conversation à suppléer les soins aux personnes handicapées et âgées dans des centres high-tech, et pourquoi pas des robots si finement évolués qu'ils seraient indiscernable de leurs modèles humains.

A quoi bon défendre le social puisqu'il est obsolète par essence ?

Outre que cette réalisation nous paraît appartenir à un avenir bien lointain, il faut se demander une telle société est réellement le fruit du progrès, ou si elle n'est pas l'idéalisation, le voilement, d'une grande violence sociale.

A quoi pourrait ressembler une société sans social ? Robert Castel nous permet, je crois, de répondre. Au début des Métamorphoses De La Question Sociale, Castel formalise la différence entre sociabilité primaire et sociabilité secondaire.

Une société à sociabilité primaire est une société où la place de chacun dans l'ordre social est bien définie. Les liens qui font tenir l'individu dans la société sont rigide et à première vue solide. C'est la confrérie de métier, le milieu familial rural sous la dépendance et la protection du seigneur, c'est l'ordre monastique. Mais dès qu'une famine, une guerre, ou au niveau individuel l'accident arrive, l'insertion est à deux doigts d'exploser et l'individu est rapidement laissé à lui-même. C'est une société où il n'y pas de filet de protection quand l'insertion primaire fait défaut. Le maçon qui perd son bras est meurt socialement avant très rapidement de mourir pour de bon, faute de ressource, faute de lien autre que ceux du métier.

Nous avons là une société sans social, une société où entre les espaces de socialisation de premier exercice, ceux qui se créent naturellement autour de l'activité et la vie humaine, il n'y a rien.

Qu'elle soit médiévale ou libérale, une société sans social est une société d'avant la modernité.

Qu'est ce qui caractérise les structures de sociabilité secondaire (pour Castel) ? C'est la spécialisation. Et parmi les caractéristiques qu'il donne deux me semblent importantes, c'est la spécialisation des institutions, et celle des travailleurs. Les institutions du social sont créées dans le seul but de faire ce travail de filet de protection, et les professionnels qui y travaillent sont formés uniquement pour faire leur travail et le tout de leur activité, de leur moyen de subsistance, est investi dedans.

Au niveau individuel on travaille certes à notre propre disparition, la personne gagne son autonomie, mais au niveau de la société, et de son histoire, le social construit l'avenir, et son propre avenir.

Sans social, nous entrons dans une société rigide, où l'intégration est immuable bien que fragile, où la mobilité sociale est restreinte. Lorsque l'individu est si encastré dans l'ordre social, la démocratie, l'échange, le débat, et le progrès de chacun est-il possible ?

Alors peut-être qu'imaginer une société sans social est plus une utopie sombre et désespérée qu'un paradis à hauteur d'homme. Le risque social y existe toujours, mais il est majoré par l'absence de ce travail spécifique, avec ses formes particulières, qui permet la mobilité sociale. Quid du suivi à domicile pour tous ceux sans domicile ?

Le travail social a donc un avenir, on peut le défendre sans être pour autant le zéléateur d'une société régressive, injuste et dont les richesses sont mal réparties. Au contraire.

Mais défendre un projet de société tombe parfois sous le coup de professionnels qui se voudraient scrupuleux. Le politique n'aurait rien à faire dans la pratique. On risque par cette posture de manquer une caractéristique essentielle, qu'il nous faudrait au contraire souligner pour mieux défendre le travail.

Et si c'était l'inverse ? Dans le collectif Avenir Educ's, nous parlons souvent de clinique. Et c'est un thème qui peut rassembler beaucoup de professionnels, attachés à faire de la belle ouvrage. C'est parfois avec cet argument que des collègues peuvent contester nos prétentions à vouloir faire le lien entre orientations politiques et travail auprès de la personne et du groupe.

La clinique pourrait-elle n'être pas politique ? Ou autrement dit, le travail social pourrait-il avoir d'autre but que l'émancipation des gens ?

Outre le besoin de défendre auprès de la société une conception clinique du travail social, essayons d'abord de nous donner une représentation qui permette d'étayer cette intuition. Je vous livre une ébauche, on pourra si vous ça trouvez utile la travailler ensemble.

Le politique et la clinique se tiennent solidairement, à la manière de poupées russes. Essayons de voir comment.

Sans ce travail de proximité qu'est la clinique, le travail social perd son sens. Si on veut éviter de faire un travail de normalisation des sujets, le professionnel doit laisser à l'autre –et à soi-même- l'espace psychique qui permet la rencontre, et se positionner éthiquement dans un rapport à soi qui implique l'analyse des pratiques.

Mais cette relation clinique est permise dans un lieu dont le cadre à la fois donne à chacun sa place, pérenniser le travail à travers ses multiples remises en questions, et être une structure produite par les différents acteurs qui la font vivre, changement radical d'organisation compris. Ce lieu c'est

l'institution. Elle assure et permet le rôle de chacun, sans les assujettir à une étiquette trop rigide, à la fois psychiquement et par les droits qu'elle procure, et dont elle est le support.

Mais l'institution est elle-même permise parce qu'autour d'elle existe une structure plus vaste qui fait exister démocratie, protection sociale, alimentation financière, droit des personnes et du travail. Cette "structure, c'est l'état social. Elle est éminemment politique ne serait-ce que par le fait qu'on essaye de la battre en brèche par l'instauration d'un autre modèle de société. Le néolibéralisme, qui n'a rien de nouveau, et rien à voir avec la liberté, fait mine de ne proposer que des solutions économiques quand il impose de fait un nouvel ordre social. Un ordre social sans Social. Ce sont bien des modèles non parce qu'ils sont dignes d'être appliqués voire copier-coller, mais parce que leurs différentes parties font sens dans un tout. Le modèle marchand dé-socialise le social, pendant que le travailleur apolitique dé-socialise son activité. Osons le mot d'aliénation. Il est utile à deux titres. Il exprime bien l'idée qu'il nous manque quelque chose quand nous manquons de politique ou que la société manque de social. Et il a l'heureux effet de nous introduire au champ lexical de la psychanalyse, dont je me permettrai une défense rapide en passant.

Travailleurs sociaux nous ne sommes pas psychanalystes. De plus, il existe une multitude d'approches sous ce vocable et chacun ira puiser chez son auteur préféré. Et bien sûr, le travail social, l'éducateur, peut préférer d'autres approches, et c'est certainement leur pluralité, l'entrechoquement de leurs apports qui permet, comme le silex, l'étincelle de compréhension à la base de nos actions. Plutôt d'ailleurs que de parler de psychanalyse, on peut parler de la pensée analytique en général. C'est là que réside son intérêt.

Le champ analytique a la vertu de proposer une perspective large et profonde de l'être humain, et d'inclure la propre subjectivité du professionnel dans la prise en compte de l'autre, d'autant plus nécessaire pour celui qui s'est mis en tête de permettre à quelqu'un de s'affranchir de lui-même. Et puis là encore les attaques dont elle fait l'objet doivent nous interpeller sur sa nécessité. Poser que travailler avec l'autre c'est aussi travailler avec soi, certaines notions décriées nous permettent de fonder la clinique "de l'intérieur et d'en faire le premier fondement du caractère politique du travail social. Finalement, l'avènement du Sujet, le transfert ne sont-ils pas une autre façon de nommer l'émancipation et l'institution ? La maturation du désir un des piliers subjectifs d'une société de femmes et d'hommes libres, autrement dit d'un état social ?

Resocialiser le social, c'est à la fois le réinscrire dans un projet de société égalitaire et solidaire, et réinscrire ses sujets dans une filiation générale. Ce sont ces mots, et ces concepts, qui nous permettent de travailler de l'humain à la société et de la société à l'humain. Ils sont opératoires, l'état social est toujours efficient, développons les pour construire une riposte à la hauteur des enjeux, c'est à dire une riposte politique.